ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Communications et des Entreprises publiques, le 2 avril 1993, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté ministériel "portant réglementation des conditions d'aptitude physique et mentale des membres d'équipage de conduite des aéronefs civils", a donné le 12 juillet 1993 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 2 april 1993 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van ministerieel besluit "houdende regeling van de voorwaarden inzake lichamelijke en geestelijke geschiktheid van de leden van het stuurpersoneel van burgerlijke luchtvaartuigen", heeft op 12 juli 1993 het volgend advies gegeven :

EXAMEN DU TEXTE.

Préambule.

1. Dans le texte néerlandais des alinéas 3 et 4, in fine, du préambule, il y a lieu d'écrire "op de artikelen ...".

2. L'accord du ministre du Budget ne doit pas être visé au préambule puisqu'il n'est pas requis et n'a, du reste, pas été recueilli.

L'alinéa 5 doit donc être omis.

Dispositif.

Article 1er.

1. A la fin de l'alinéa 1er, mieux vaut écrire : "... déterminées dans l'annexe 1".

2. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Le présent arrêté ne s'applique pas au candidat à une licence d'entraînement qui effectue des vols en double commande avec un instructeur, à l'exclusion de toute autre personne à bord, ou au titulaire d'une telle licence".

La même rédaction doit être adoptée, mutatis mutandis, pour les articles suivants de l'arrêté en projet, dans lesquels est utilisée l'expression incorrecte "le candidat à ou le titulaire d'une licence".

Article 2.

1. Le texte néerlandais de la phrase introductive du paragraphe 1er, devenant l'alinéa 1er, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 3, deuxième tiret, devenant l'alinéa 3, 2°, il est préférable d'ajouter les mots "d'avions ou d'hélicoptères" après les mots "de pilote privé".

3. Dans le texte néerlandais du paragraphe 5, devenant l'alinéa 5, il y a lieu de remplacer le mot "geneesheer" par le mot "arts". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

4. Au paragraphe 6, devenant l'alinéa 6, on écrira : " ... soit dans l'un des services ou centre visés à l'article 3, § 2, 1°, 2° et 3°, soit en qualité de médecin agréé conformément à l'article 3, § 4".

Article 3.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

A la fin du paragraphe, dans le texte français, il y aurait lieu d'écrire "... visée à l'article 14".

2. Dans le texte néerlandais du paragraphe 2, alinéa 1er, il y a lieu de remplacer le mot "proeven" par "tests". Cette observation vaut pour l'ensemble du projet.

3. Le paragraphe 2, alinéa 2, serait mieux rédigé comme suit :

"La Commission médicale fait procéder à l'examen médical :

1° soit par le Service de santé administratif;

2° soit par le centre ... ;

3° soit par l'un des services ...;

4° soit par un ou des médecins agréés".

4. Mieux vaut rédiger le paragraphe 3 comme suit :

"§ 3. Les épreuves auxquelles il est procédé par l'un des services ou par le centre visés au paragraphe 2, 1°, 2° et 3°, sont pratiquées par des médecins ...".

5. Le paragraphe 4 en projet porte que

"Les services et centre médicaux ainsi que les médecins visés au paragraphe 2 sont agréés conformément à l'article 20, § 2, 1°".

Or, cette dernière disposition, outre que son texte n'est pas en concordance avec le texte néerlandais (voir la version néerlandaise du présent avis), se borne à prévoir que le ministre chargé de l'administration de l'aéronautique décide, à cet égard, sur la proposition du conseil supérieur de médecine aéronautique. Un tel système est insuffisant; il ne prévoit, en effet, ni les conditions de l'agrément, ni la procédure de l'agrément, ni la suspension, ni le retrait de celui-ci.

L'arrêté en projet doit être complété pour déterminer ces conditions et cette procédure d'agrément, de suspension et de retrait de l'agrément.

Article 4.

1. Dans le texte néerlandais du paragraphe 1er, il y a lieu de remplacer les mots "bij dewelke" par le mot "waarbij".

2. Dans le texte néerlandais du paragraphe 3, alinéa 2, il y a lieu de remplacer les mots "evenals zekere speciale" par les mots "en bepaalde bijzondere".

3. Le paragraphe 4 doit faire l'objet d'un troisième alinéa du paragraphe 3, commençant par les termes : "Cependant les candidats ...". La disposition ne peut, en effet, concerner que les candidats classe 2 et classe 3.

Article 5.

Le texte néerlandais de l'article 5, in fine, devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

Article 6.

1. Le texte néerlandais du paragraphe 1er devrait être rédigé ainsi qu'il est proposé dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Le début du paragraphe 2 serait mieux rédigé comme suit :

"Le candidat remet, en outre, au médecin examinateur une déclaration par laquelle il atteste qu'à sa connaissance ...".

Articles 7 et 8.

Il serait souhaitable que toutes les décisions, qu'elles soient favorables ou défavorables, soient notifiées au directeur général de l'administration de l'aéronautique et que celui-ci doive, à son tour, les notifier aux intéressés.

Par ailleurs, les dispositions en projet ne sont pas claires; elles doivent être réécrites et, spécialement, l'article 8, § 1er.

Article 9.

1. Pour éviter la phrase incidente figurant au paragraphe 1er, 1°, on écrira :

"1° vingt-quatre mois pour les candidats classe 2 et classe 3, cette période expirant, toutefois, pour ...".

La même rédaction doit être adoptée pour le 2°, troisième tiret, devenant 2°, c).

Le texte néerlandais du 2°, deuxième tiret, devrait être rédigé en tenant compte de l'observation qui est faite dans la version néerlandaise du présent avis.

2. Au paragraphe 4, les mots "ci-dessous" et "ci-dessus" doivent être omis.

3. Au paragraphe 5, c), devenant paragraphe 5, 3°, il faut indiquer le numéro de l'annexe, c'est-à-dire l'annexe 1.

En outre, le texte néerlandais du même paragraphe devrait être rédigé ainsi qu'il est indiqué dans la version néerlandaise du présent avis.

4. Au même point c), devenant 3°, pour éviter l'introduction d'une phrase incidente dans l'énumération, il faut faire de la phrase commençant par "Cette dérogation ..." un alinéa distinct dont le début doit être rédigé comme suit : "La dérogation prévue à l'alinéa 1er, 3°, n'est accordée ...".

5. Au c), 1°, du texte en projet, il est prévu que la dérogation ne peut être accordée qu'à condition "... que la commission de recours ait pris antérieurement pour le même candidat une décision semblable basée sur des éléments médicaux identiques".

L'on se demande pourquoi est seule visée une décision de la commission de recours et qu'est exclue l'hypothèse d'une décision de la commission médicale elle-même.

Article 10.

La disposition en projet porte que "lorsque la commission médicale n'a pas pu prendre sa décision avant la date d'expiration de la validité de la licence, de l'autorisation ou de la qualification, celles-ci peuvent être prorogées une seule fois pour une durée maximale de soixante jours ...".

Il ne peut se concevoir que, lorsque la commission médicale n'a pas pu prendre sa décision en temps utile, une prorogation puisse, néanmoins, être accordée à l'intéressé, même si, comme l'a indiqué le fonctionnaire délégué, la décision de prorogation était prise par la commission médicale sur le vu du dossier médical de l'intéressé. En effet, si la commission est pleinement informée, rien ne l'empêche de prendre sa décision en temps utile. Si elle ne l'est pas, une autorisation de prorogation sera prise sur une base médicale insuffisante et sera, dès lors, de nature à porter gravement atteinte à la sécurité de la navigation aérienne, objectif poursuivi par la Convention relative à l'aviation civile internationale signée à Chicago le 7 décembre 1944.

La disposition en projet est, dès lors, contraire à ladite convention et doit être omise.

Article 11.

1. Le texte en projet permet au directeur général de l'administration de l'aéronautique de différer l'examen médical de l'intéressé, lorsque celui-ci "se trouve empêché en raison de la distance".

L'hypothèse ainsi visée n'est pas celle prévue au point 1.2.5.2.3. de l'annexe 1 à la Convention de Chicago précitée, qui concerne le cas du titulaire d'une licence, qui est "en service dans une région éloignée des centres désignés d'examen médical".

La disposition vise-t-elle la même hypothèse ? Si oui, le texte doit être adapté en conséquence.

Vise-t-elle une hypothèse différente ? Dans ce cas, la disposition doit être fondamentalement revue.

2. L'article 11 prévoit, par ailleurs, que l'examen médical périodique peut être différé, à condition que l'intéressé produise "une attestation constatant son aptitude médicale délivrée par un médecin exerçant des fonctions officielles de médecine aéronautique ou à défaut un médecin qualifié en médecine aéronautique".

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas ce qu'il faut entendre par "fonctions officielles de médecine aéronautique". Par ailleurs, la notion de "médecin qualifié" est imprécise.

La disposition pêche donc par obscurité et doit être revue.

3. D’autre part, l’alinéa 1er est singulièrement mal rédigé; il doit être entièrement réécrit.

4. A l’alinéa 3, il est prévu que "La commission médicale est informée du renouvellement de la licence ou de la qualification".

Cette disposition est obscure, puisqu’en effet, à l’article 11, alinéa 1er, il n’est question que d’une décision du directeur général différant pour une période maximale de trois mois l’examen médical et puisque la décision de renouvellement ne peut être prise que par la commission médicale après que le candidat aura effectivement subi cet examen médical.

La disposition doit donc être fondamentalement revue.

Articles 14 à 19.

Ces dispositions créent une "commission médicale" et une "commission de recours" et organisent les procédures devant elles. Il ne s’agit évidemment pas de commissions appelées à exercer des compétences juridictionnelles. C’est donc à tort que les textes en projet usent des expressions empruntées au droit judiciaire. Mieux vaut, pour éviter toute équivoque, utiliser le mot "section" plutôt que "chambre", le mot "réclamation" plutôt que "recours", les mots "ne peut assister " plutôt que "ne peut siéger" etc.

Article 15.

Les paragraphes 2 et 3 doivent être fusionnés, en un seul rédigé comme suit :

"§ 2. La commission médicale est composée de trois membres effectifs et de six membres suppléants, désignés, parmi les médecins spécialement compétents en médecine aéronautique, par le ministre qui a l'administration de l'aéronautique dans ses attributions, après que celui-ci a recueilli l'avis du ministre qui a le Service de santé administratif dans ses attributions.

Elle comprend au moins un membre appartenant au Service de santé administratif. Elle est présidée par le membre ou l'un des membres appartenant à ce service.

Son secrétariat est assuré par le Service de santé administratif".

Article 16.

Cette disposition peut être fusionnée avec l'article 17, § 1er, en projet, et être rédigée de la manière suivante :

"Art. 16. § 1er. Le candidat peut introduire devant la commission de recours, une réclamation contre la décision de la commission médicale.

Cette réclamation n’est pas suspensive".

Article 17.

1. Les paragraphes 2, 3 et 4 deviennent les paragraphes 1er, 2 et 3.

2. Dans le texte néerlandais du paragraphe 3, alinéa 1er, devenant le paragraphe 2, alinéa 1er, il y a lieu de remplacer les mots "bijzonder bevoegd" par les mots "inzonderheid bevoegd". Cette observation vaut pour l’ensemble du projet.

3. Au paragraphe 3, devenant 2, alinéa 4, il y a lieu d’écrire "... est désigné par le ministre chargé de l’administration de l’aéronautique sur la proposition du ministre qui a ce service dans ses attributions".

Article 18.

1. Au paragraphe 3, on écrira "... un rapport relatif aux motifs ...".

2. Le paragraphe 4 doit être rédigé comme suit :

"Dans les trois mois de la réception de ce rapport ou à l'expiration du délai prévu au paragraphe 3, le candidat est invité ...".

Article 20.

1. Le pouvoir accordé, dans le paragraphe 2, 1°, devenant l'alinéa 2, 1°, au conseil supérieur de médecine aéronautique de proposer au ministre chargé de l'administration de l'aéronautique, "la délivrance, la suspension et le retrait de l'agrément" ne peut être admis que si, préalablement, ont été arrêtées, dans le texte en projet, les conditions générales d'agrément, de suspension et de retrait de l'autorisation.

Il est, dès lors, renvoyé à la cinquième observation qui a été faite à propos de l'article 3.

Par ailleurs, le texte de l'article 20 doit faire apparaître que la proposition dudit conseil ne lie pas le ministre.

2. L'arrêté ministériel en projet ne peut subdéléguer au conseil supérieur de médecine aéronautique le pouvoir réglementaire que ses auteurs tiennent de l'arrêté royal du 15 mars 1954 réglementant la navigation aérienne. Tout au plus, peut-il être conféré à ce conseil, composé des membres effectifs de la commission médicale et de la commission de recours ainsi que du directeur général de

l’administration de l’aéronautique, le pouvoir de définir les techniques et procédure purement médicales à suivre par les services, le centre et les médecins agréés, ainsi que par la commission médicale.

Les termes "méthode de travail" et "procédure à suivre" figurant au paragraphe 2, devenant l’alinéa 2, 2° sont, à cet égard, équivoques; mieux vaut écrire "les méthodes et procédure médicales".

En outre, dans le texte néerlandais, l’expression "houdt nazicht van", qui n’appartient pas au lexique néerlandais, devrait être remplacée par l’expression "houdt toezicht op".

3. Le 4°du même paragraphe, devenant l’alinéa 2, confère au conseil supérieur de médecine aéronautique des pouvoirs excessifs. En effet, celui-ci serait amené, de sa propre initiative, à régler certaines des conditions d’octroi et du maintien de l’agrément des centres et des services ainsi que des médecins.

C’est dans les dispositions dont l’introduction a été suggérée dans l’arrêté en projet lors de l’examen de l’article 20, § 2, 2°, que ces règles doivent figurer, en veillant à préserver les attributions spécifiquement réservées aux ministres.

Le 4° doit donc être omis.

4. En ce qu'il autorise le président du conseil supérieur de médecine aéronautique à soumettre à celui-ci l'étude de toute question relevant de la doctrine, de l'éthique et de la déontologie médicales ou de toute question qui y serait relative, le 5° permettrait à ce conseil de fixer une jurisprudence dans une matière qui est légalement réservée à l'Ordre des médecins.

Le 5° doit également être omis.

Annexe 1.

1. L'article 19 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1979 portant réglementation des licences civiles de pilote d'hélicoptères dispose :

"Pour obtenir la qualification de vol aux instruments, le requérant doit :

1° être titulaire au moins d'une licence de pilote privé en cours de validité;

2° satisfaire aux conditions d'aptitude physique et mentale prescrites pour le titulaire de la licence de pilote professionnel;

(...)".

La licence de pilote professionnel relève de la classe 1 dans l'arrêté en projet.

Pour certaines conditions d'aptitude physique et mentale, l'annexe 1 de l'arrêté en projet n'assimile pas

pleinement les candidats classe 2 IFR aux candidats classe 1, dérogeant ainsi à l'article 19 de l'arrêté ministériel du 21 juin 1979.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur les raisons pour lesquelles cette assimilation n'est que partielle.

2. Par symétrie avec les dispositions de l'annexe qui concernent d'autres affections, la rédaction du point 6.3. gagnerait à mieux faire apparaître que le syndrome d'immuno-déficience acquise n'entraîne d'inaptitude que si l'état évolutif de la maladie empêche effectivement le candidat d'exercer avec sécurité les privilèges de sa licence.

OBSERVATIONS FINALES.

1. Les subdivisions d'une phrase doivent se faire par 1°, 2°, 3°, etc., ceux-ci étant eux-mêmes, le cas échéant, subdivisés en a), b), c) etc.

L'observation vaut pour les articles 2, 3 et 9.

2. La division en paragraphes ne se justifie pas lorsque chacun de ceux-ci ne comporte qu'un alinéa.

L'observation vaut pour les articles 2 et 20.

3. Il faut écrire les différents délais en lettres, non en chiffres.

4. Le texte néerlandais de certains articles est susceptible d’amélioration. A titre d’exemple, certaines propositions à ce sujet sont faites dans le présent avis.

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Aanhef.

1. In het derde en het vierde lid van de aanhef schrijve men aan het eind "op de artikelen ...".

2. In de aanhef hoeft niet te worden verwezen naar de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, daar ze niet vereist is en overigens niet is gegeven.

Derhalve behoort het vijfde lid te vervallen.

Bepalend gedeelte.

Artikel 1.

1. Aan het eind van het eerste lid zou het beter zijn te schrijven : "... geschiktheid, omschreven in bijlage 1".

2. Het zou beter zijn het tweede lid als volgt te stellen :

"Dit besluit is niet van toepassing op de kandidaat voor een oefenvergunning die vluchten in dubbele besturing uitvoert met een instructeur, met uitsluiting van enig ander

persoon aan boord, noch op de houder van zulk een vergunning".

Dezelfde redactie moet mutatis mutandis worden aangenomen voor de daarop volgende artikelen van het ontworpen besluit waarin de onjuiste uitdrukking "de kandidaat voor of de houder van een vergunning" wordt gebruikt.

Artikel 2.

1. In de inleidende zin van paragraaf 1, die het eerste lid wordt, schrijve men : "Met de term ... wordt de ... bedoeld ...".

Deze opmerking geldt eveneens voor de paragrafen 2 tot 6 van artikel 2, die het tweede tot het zesde lid worden.

2. In paragraaf 3, tweede streepje, die het derde lid, 2°, wordt, is het verkieslijk na de woorden "privaat bestuurder" de woorden "van vliegtuigen of helikopters" toe te voegen.

3. In paragraaf 5, die het vijfde lid wordt, vervange men het woord "geneesheer" door het woord "arts". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

4. In paragraaf 6, die het zesde lid wordt, schrijve men : "Met de term "arts-keurder" wordt de arts bedoeld die alle of een gedeelte van de tests van het geneeskundig onderzoek afneemt, hetzij in één van de diensten of het centrum die bedoeld zijn in artikel 3, § 2, 1°, 2° en 3°, ofwel in de hoedanigheid van een overeenkomstig artikel 3, § 4, erkende arts".

Artikel 3.

1. In paragraaf 1 schrijve men : "De controle op de in artikel 1 bedoelde voorwaarden ... bedoeld in artikel 14".

2. In paragraaf 2, eerste lid, vervange men het woord "proeven" door "tests". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

3. Het zou beter zijn paragraaf 2, tweede lid, als volgt te stellen :

"De medische commissie laat het geneeskundig onderzoek verrichten :

1° hetzij door de Administratieve Gezondheidsdienst;

2° hetzij door het Medisch Centrum ...;

3° hetzij door één van de medische diensten ... gemachtigd overeenkomstig de artikelen ...;

4° hetzij door één of meer erkende artsen".

4. Het zou beter zijn paragraaf 3 als volgt te stellen :

"§ 3. De tests uitgevoerd door één van de diensten of door het centrum bedoeld in paragraaf 2, 1°, 2° en 3°, dienen te geschieden door artsen-keurders, onder het toezicht van één enkele arts ..., hierna te noemen "verantwoordelijke arts".

5. De Nederlandse tekst van de ontworpen paragraaf 4 is niet in overeenstemming met de Franse lezing van die bepaling. Wellicht moet worden gelezen :

"De medische diensten en het medisch personeel alsook de artsen bedoeld in paragraaf 2, worden erkend overeenkomstig artikel 20, § 2, 1°".

Alsdan beperkt deze bepaling zich ertoe voor te schrijven dat de minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der Luchtvaart behoort ter zake beslist op de voordracht van de Hoge Raad voor Luchtvaartgeneeskunde. Zulk een regeling volstaat niet; zij voorziet immers niet in de erkenningsvoorwaarden, noch in de erkenningsprocedure, noch in de schorsing of de intrekking van de erkenning.

Het ontworpen besluit moet worden aangevuld, waarbij moet worden voorzien in die voorwaarden, in die procedure tot erkenning en in de schorsing en intrekking van de erkenning.

Artikel 4.

1. In paragraaf 1 vervange men de woorden "bij dewelke" door het woord "waarbij".

2. In paragraaf 3, tweede lid, vervange men de woorden "evenals zekere speciale" door de woorden "en bepaalde bijzondere".

3. Het bepaalde in paragraaf 4 moet worden opgenomen in een derde lid van paragraaf 3, dat begint met de woorden : "Evenwel kunnen de kandidaten ... behorende tot de kaders van de Belgische Krijgsmacht het geneeskundig onderzoek eveneens ...". Die bepaling kan immers alleen betrekking hebben op de kandidaten klasse 2 en klasse 3.

Artikel 5.

Aan het eind van dit artikel schrijve men : "... geldigheid vervalt van de vergunning, van de bevoegd-verklaring of van de toelating waarvan de vernieuwing wordt gevraagd".

Artikel 6.

1. Het zou beter zijn paragraaf 1 als volgt te stellen :

"De kandidaat ondergaat elk van de geneeskundige tests ten overstaan van een arts-keurder. Wanneer hij vóór de arts-keurder verschijnt, geeft hij deze laatste een verklaring af naar het model van bijlage 2, door hem ondertekend en volledig en echt verklaard, waarin hij inzonderheid vermeldt of hij reeds eerder een onderzoek tot het verkrijgen van een vergunning of een toelating voor bestuurder van een luchtvaartuig heeft ondergaan en wat de uitslag ervan was, en waarin hij zijn persoonlijke, vroegere en recente, erfelijke en familiale anamnese vermeldt.

In die verklaring verbindt de kandidaat zich er tevens toe waarheidsgetrouw te antwoorden op de vragen die hem tijdens het onderzoek worden gesteld".

2. Het zou beter zijn paragraaf 2 als volgt te stellen :

"De kandidaat geeft de arts-keurder tevens een verklaring af waarin hij bevestigt dat hij naar zijn weten geen ziekte of gebrek vertoont dat hem zou beletten de taken verbonden aan de gevraagde vergunning, bevoegdverklaring of toelating veilig uit te voeren of dat hem aan een plots onvermogen zou blootstellen".

Artikelen 7 en 8.

Het zou wenselijk zijn dat alle beslissingen, ongeacht of zij gunstig dan wel ongunstig zijn, ter kennis gebracht worden van de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart en dat hij die beslissingen op zijn beurt aan de belanghebbenden ter kennis brengt.

Voorts zijn de ontworpen bepalingen onduidelijk; zij moeten worden herschreven, inzonderheid artikel 8, § 1.

Artikel 9.

1. Om de tussenzin in paragraaf 1, 1°, te vermijden schrijve men :

"1° vierentwintig maanden voor de kandidaten klasse 2 en klasse 3, met dien verstande evenwel dat die periode voor de kandidaten klasse 2 verloopt ...".

Onderdeel 2°, derde streepje, dat onderdeel 2°, c, wordt moet op dezelfde wijze worden gesteld.

In onderdeel 2°, tweede streepje, schrijve men "uiterlijk" in plaats van "ten laatste". Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

2. In paragraaf 4 moeten de woorden "hiernavermeld" en "hierboven" vervallen.

3. In paragraaf 5, c, die paragraaf 5, 3°, wordt, moet het nummer van de bijlage worden aangegeven, te weten bijlage 1.

Voorts schrijve men : "afwijkingen van de in bijlage 1 bij dit besluit ..., rekening houdend met de door de kandidaat opgedane ervaring, zonder ... noodzakelijke veiligheidsvereisten".

4. In datzelfde punt c, dat onderdeel 3° wordt, moet men, om te vermijden dat in de opsomming een tussenzin voorkomt, van de zin die aanvangt met de woorden "Deze afwijkingen ..." een onderscheiden lid maken waarvan het begin als volgt moet worden gesteld : "De afwijking bedoeld in het eerste lid, 3°, wordt alleen toegestaan ...".

5. In c, 1°, van de ontworpen tekst wordt gesteld dat de afwijking alleen kan worden toegestaan op voorwaarde dat "... de beroepscommissie vooraf, voor dezelfde kandidaat, een gelijkaardige beslissing heeft getroffen op basis van dezelfde medische elementen".

De vraag rijst waarom alleen gewag wordt gemaakt van een beslissing van de beroepscommissie en het geval van een beslissing van de medische commissie zelf wordt uitgesloten.

Artikel 10.

De ontworpen bepaling schrijft voor : "Wanneer de medische commissie zijn beslissing niet heeft kunnen nemen voor de datum waarop de geldigheid van de vergunning, de toelating of de bevoegdverklaring een einde neemt, kan deze worden verlengd voor een duur van ten hoogste zestig dagen ...".

Het is ondenkbaar dat wanneer de medische commissie haar beslissing niet te gelegener tijd heeft kunnen nemen, aan de betrokkene niettemin een verlenging kan worden toegestaan, ook al is de beslissing tot verlenging, zoals de gemachtigde ambtenaar heeft gesteld, door de medische commissie genomen op grond van betrokkenes medische dossier. Indien de commissie ten volle is ingelicht, belet er haar immers niets de beslissing te gelegener tijd te nemen. Indien ze niet is ingelicht, zou een toestemming tot verlenging worden genomen op basis van een ongenoegzame medische grondslag en zou zulks bijgevolg ernstig afbreuk kunnen doen aan de veiligheid van de luchtvaart, welke veiligheid wordt nagestreefd door het Verdrag inzake de internationale burgerlijke luchtvaart, ondertekend te Chicago op 7 december 1944.

Derhalve is de ontworpen bepaling strijdig met dat Verdrag en behoort ze te vervallen.

Artikel 11.

1. Volgens de ontworpen tekst kan de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart betrokkenes geneeskundig onderzoek uitstellen wanneer hij "wegens het verblijf op verre afstand (daartoe) verhinderd wordt".

Het in deze bepaling bedoelde geval is niet datgene dat wordt voorgeschreven bij punt 1.2.5.2.3. van bijlage 1 bij voornoemd Verdrag van Chicago, dat betrekking heeft op de houder van een vergunning, "en service dans une région éloignée des centres désignés d'examen médical".

Wordt in die bepaling hetzelfde geval bedoeld ? Zo ja, dan moet de tekst dienovereenkomstig worden aangepast.

Wordt daarmee een ander geval bedoeld, dan moet de bepaling grondig worden herzien.

2. Voorts bepaalt artikel 11 dat het periodieke geneeskundig onderzoek kan worden uitgesteld mits betrokkene "een attest welke zijn medische geschiktheid vaststelt, voorlegt dat werd afgeleverd door een geneesheer die officiële functies van luchtvaartgeneesheer uitoefent of, bij gebreke hieraan, door een geneesheer met een kwalificatie inzake luchtvaartgeneeskunde".

Het is de Raad van State niet duidelijk wat moet worden verstaan onder "officiële functies van luchtvaart-

geneesheer". Bovendien is het begrip "geneesheer met een kwalificatie" vaag.

Deze onduidelijk geredigeerde bepaling moet derhalve worden herzien.

3. Bovendien is het eerste lid bijzonder slecht geredigeerd; het moet volledig worden herschreven.

4. Het derde lid schrijft voor : "De medische commissie wordt van de hernieuwing van de vergunning of van de bevoegdverklaring op de hoogte gesteld".

Deze bepaling is vaag omdat in artikel 11, eerste lid, immers alleen sprake is van een beslissing van de directeur-generaal waarbij het geneeskundig onderzoek voor een periode van maximum drie maanden wordt uitgesteld, en omdat alleen de medische commissie de beslissing tot hernieuwing kan nemen en pas nadat de kandidaat dat geneeskundig onderzoek effectief heeft ondergaan.

De bepaling moet dus grondig worden herzien.

Artikelen 14 tot 19.

Deze bepalingen stellen een "medische commissie" en een "beroepscommissie" in, en zij regelen de werkwijze van die commissies. Het betreft uiteraard geen commissies

die een rechtsprekende bevoegdheid moeten uitoefenen. Derhalve worden in de ontworpen teksten ten onrechte uitdrukkingen gebruikt die aan het procesrecht zijn ontleend. Om iedere dubbelzinnigheid uit de weg te ruimen zou het beter zijn het woord "afdeling" te gebruiken, veeleer dan "kamer", de woorden "een bezwaarschrift indienen" in plaats van "beroep instellen", de woorden "kan niet bijwonen" in plaats van "kan niet zetelen", enz.

Artikel 15.

De paragrafen 2 en 3 moeten worden samengevoegd tot één enkele paragraaf, luidende :

"§ 2. De medische commissie bestaat uit drie gewone leden en zes plaatsvervangers, die door de minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der Luchtvaart behoort worden aangewezen en gekozen uit de artsen die inzonderheid bevoegd zijn voor luchtvaartgeneeskunde, nadat hij het advies heeft ingewonnen van de minister tot wiens bevoegdheid de Administratieve Gezondheidsdienst behoort.

Zij bestaat uit ten minste één lid behorende tot de Administratieve Gezondheidsdienst. Zij wordt voorgezeten door het lid of door één van de leden behorende tot die dienst.

Het secretariaat wordt waargenomen door de Administratieve Gezondheidsdienst".

Artikel 16.

Deze bepaling kan worden samengevoegd met het ontworpen artikel 17, § 1, en als volgt worden gesteld :

"Art. 16. § 1. De kandidaat kan bij de beroepscommissie een bezwaarschrift indienen tegen de beslissing van de medische commissie.

Dit bezwaarschrift heeft geen schorsende kracht".

Artikel 17.

1. De paragrafen 2, 3 en 4 worden de paragrafen 1, 2 en 3.

2. In paragraaf 3, eerste lid, die paragraaf 2, eerste lid, wordt, vervange men de woorden "bijzonder bevoegd" door de woorden "inzonderheid bevoegd". Deze opmerking geldt voor het gehele ontwerp.

3. In het vierde lid van diezelfde paragraaf schrijve men : "... wordt aangewezen door de minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der Luchtvaart behoort, op de voordracht van de minister tot wiens bevoegdheid de Administratieve Gezondheidsdienst behoort".

Artikel 18.

1. In paragraaf 3 schrijve men : "... na ontvangst van een verslag omtrent de motieven ...".

2. Paragraaf 4 moet als volgt worden gesteld :

"Binnen drie maanden na ontvangst van dat verslag of na het verstrijken van de in paragraaf 3 gestelde termijn wordt de kandidaat verzocht ...".

Artikel 20.

1. De bevoegdheid die in paragraaf 2, 1°, die het tweede lid, 1°, wordt, aan de Hoge Raad voor Luchtvaartgeneeskunde wordt verleend om de minister tot wiens bevoegdheid het Bestuur der Luchtvaart behoort "het afleveren, de schorsing en het intrekken ... van de goedkeuring" voor te stellen, is alleen aanvaardbaar indien vooraf in de ontworpen tekst de algemene voorwaarden voor de erkenning, de schorsing en de intrekking van de toelating zijn bepaald.

Derhalve wordt verwezen naar de vijfde opmerking die omtrent artikel 3 is gemaakt.

Voorts moet uit de tekst van artikel 20 blijken dat het voorstel van die Raad niet bindend is voor de minister.

2. Het ontworpen ministerieel besluit kan de verordeningsbevoegdheid die de stellers van het besluit ontlenen aan het koninklijk besluit van 15 maart 1954 tot regeling der luchtvaart niet overdragen aan de Hoge Raad voor Luchtvaartgeneeskunde. Aan de Raad, bestaande uit de gewone leden van de medische commissie en van de beroeps-commissie en uit de directeur-generaal van het Bestuur der Luchtvaart, kan ten hoogste de bevoegdheid worden verleend om de zuiver medische technieken en de medische procedure te bepalen die de diensten, het centrum en de erkende artsen, alsook de medische commissie moeten volgen.

In dat opzicht zijn de woorden "werkmethode" en "procedure te volgen", die voorkomen in paragraaf 2, 2°, die het tweede lid, 2°, wordt, dubbelzinnig; het zou beter zijn te schrijven : "de medische werkmethoden en de medische procedure".

Bovendien is de wending "houdt nazicht van" ongebruikelijk; men schrijve : "houdt toezicht op".

3. Onderdeel 4° van dezelfde paragraaf, die het tweede lid wordt, verleent de Hoge Raad voor Luchtvaart-geneeskunde bovenmatige bevoegdheden. Deze zou immers uit eigen beweging bepaalde voorwaarden voor de toekenning en het behoud van de erkenning van de centra, diensten en artsen kunnen regelen.

Die regels moeten worden opgenomen in de bepalingen waarvan de invoeging in het ontworpen besluit is voorgesteld bij de bespreking van artikel 20, § 2, 2°, waarbij ervoor gewaakt moet worden dat de bevoegdheden die specifiek aan de ministers zijn toegekend onverlet worden gelaten.

Onderdeel 4° behoort dus te vervallen.

4. Doordat onderdeel 5° de voorzitter van de Hoge Raad voor Luchtvaartgeneeskunde machtigt deze Raad ieder vraagstuk omtrent de medische doctrine, de medische ethiek en de medische deontologie of omtrent ieder vraagstuk dat er verband mee houdt te doen onderzoeken, zou de Raad aldus een jurisprudentie tot stand kunnen brengen in een aangelegenheid die bij wet uitsluitend aan de Orde van Geneesheren is toegewezen.

Onderdeel 5° moet eveneens vervallen.

Bijlage 1.

1. Artikel 19 van het ministerieel besluit van 21 juni 1979 houdende regeling van de burgerlijke vergunningen van bestuurder van helikopters bepaalt :

"Om de bevoegdverklaring "instrumentvliegen" te verkrijgen moet de aanvrager :

1° minstens houder zijn van een geldige vergunning van privaat bestuurder;

2° voldoen aan de voor de houder van een vergunning van beroepsbestuurder voorgeschreven eisen inzake lichaams- en geestesgeschiktheid;

(...)".

De vergunning van beroepsbestuurder valt onder klasse 1 in het ontworpen besluit.

Voor sommige vereisten met betrekking tot de lichamelijke en geestelijke geschiktheid worden in bijlage 1 bij het ontworpen besluit de kandidaten klasse 2 IFR niet volkomen gelijkgesteld met de kandidaten klasse 1, waardoor wordt afgeweken van het bepaalde in artikel 19 van het ministerieel besluit van 21 juni 1979.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom die gelijkschakeling slechts gedeeltelijk is.

2. Uit het oogpunt van de gelijkvormigheid met de bepalingen in de bijlage die andere aandoeningen betreffen, zou het aangewezen zijn in de redactie van punt 6.3. beter tot uiting te doen komen dat het syndroom van verworven immunodeficiëntie alleen tot ongeschiktheid leidt indien het evolutieve stadium van de ziekte de kandidaat effectief belet de aan zijn vergunning verbonden rechten veilig uit te oefenen.

SLOTOPMERKINGEN.

1. Een zin moet worden onderverdeeld in 1°, 2°, 3°, enz., welke in voorkomend geval op hun beurt onderverdeeld worden in a, b, c, enz.

Deze opmerking geldt voor de artikelen 2, 3 en 9.

2. Er bestaat geen grond om een artikel onder te verdelen in paragrafen wanneer elk ervan slechts één lid bevat.

Deze opmerking geldt voor de artikelen 2 en 20.

3. De verschillende termijnen moeten niet in cijfers doch in letters worden aangegeven.

4. De Nederlandse tekst van een aantal artikelen is voor verbetering vatbaar. Bij wijze van voorbeeld worden in dit advies hieromtrent een aantal voorstellen gedaan.

La chambre était composée de

Messieurs : C.-L. CLOSSET, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

R. ANDERSEN, conseillers d'Etat,
Y. KREINS, staatsraden,

P. GOTHOT, assesseurs de la section de législation,
J. van COMPERNOLLE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : J. GIELISSEN, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE, premier président.

Le rapport a été présenté par Mme G. BEECKMAN de CRAYLOO, auditeur adjoint. La note du Bureau de coordination a été rédigée et exposée par M. J.-L. PAQUET, référendaire adjoint.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE, eerste voorzitter.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. G. BEECKMAN de CRAYLOO, adjunct-auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld en toegelicht door de H. J.-L. PAQUET, adjunct-referendaris.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. GIELISSEN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

C.-L. CLOSSET.